

COMMUNIQUÉ



REQUISITIONNER DES GRÉVISTES : INTOLÉRABLE ! ALERTE AU DROIT DE GRÈVE !

Un ancien président, N. Sarkozy, ami d'E. Macron, déclarait autrefois : « *Quand il y a des grèves dans ce pays, cela ne se voit plus* ». Eh bien si : cela se voit. Cela s'est vu en 2019 contre la réforme des retraites de Macron. Cela s'est vu dans les hôpitaux qui ont manifesté massivement à plusieurs reprises contre la destruction du service public. Cela se voit aujourd'hui avec les raffineries de pétrole. Les travailleurs et travailleuses font marcher la société, dans le secteur privé et public. Ils et elles seul·e·s créent des richesses, pas leurs actionnaires !

Mais leurs patrons refusent de reconnaître la valeur de ce travail. C'est eux qui font preuve de provocations, en annonçant qu'ils négocieront au mois de novembre pour 2023 !

Le PDG de TotalEnergies a augmenté son salaire de 52% soit 5,8 millions d'euros, en 2022. Et 2,6 milliards d'euros en plus seront versés aux actionnaires Total ! Une insulte pour les salarié·e·s en grève. Toutes les multinationales du pétrole profitent scandaleusement des pénuries.

Et le gouvernement Borne-Macron choisit ce moment pour annoncer des réquisitions de grévistes, au lieu d'obliger à négocier. Le Ministre Le Maire a déjà déclaré qu'il refuserait toute taxation des superprofits. Or si réquisition il doit y avoir, ce sont sur les richesses de ces multinationales !

La réquisition est une atteinte intolérable au droit de grève, selon l'Organisation internationale du travail (OIT). Contre cette brutalité, *ENSEMBLE !* manifeste sa solidarité totale avec les grévistes. Nous appelons toutes les organisations politiques de gauche et écologistes à protester. Dimanche 16 octobre, avec la NUPES, manifestons contre « *la vie chère et l'inaction climatique* » mais aussi contre les atteintes au droit du travail et pour des hausses de salaire. Ensemble, reprenons le pouvoir sur toutes les richesses nées du travail collectif.

Le 12 octobre 2022